



Retranscription **du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI** *(Abidjan, le 14 juillet 2011)*

Hamadoun Touré : (Porte-parole de l'ONUCI) : Bonjour mesdames et messieurs. Aujourd'hui nous avons une invitée spéciale, la Directrice de la Division du Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) de l'ONUCI, madame Sophie Da Camara, qui va, suite à la petite présentation que je ferai, ou compléter ou éventuellement répondre à des questions si vous en avez, et j'espère que vous en aurez. Auparavant je vous fais la présentation habituelle.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, sera devant le Conseil de Sécurité lundi 18 juillet pour discuter des derniers développements de la situation dans le pays.

YJ Choi présentera le 28^e rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et évoquera les défis qui restent à relever en vue de l'amélioration de la situation sécuritaire et du rétablissement d'un Etat de droit. Il va réitérer, à cette occasion, la disponibilité de l'ONUCI à aider le Gouvernement dans ses tâches pour favoriser la cohésion sociale et promouvoir la réconciliation ainsi que préparer les élections législatives.

Dans ce cadre, l'ONUCI conformément à son mandat, appuie la Commission Electorale Indépendante (CEI) dans la réalisation des opérations d'inventaire du matériel, des équipements techniques et des infrastructures électorales.

Sur le plan logistique, l'ONUCI s'emploie dans cette phase de démarrage de l'opération, à planifier et à déployer les Responsables Administratifs de la CEI chargés de la conduite du programme à l'intérieur du pays.

Sur le terrain des opérations, les Bureaux Electoraux Régionaux de l'ONUCI accompagnent et apportent aux équipes d'inventaire, dans la limite de leurs moyens, l'appui et l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre du projet de la CEI, qui pourrait constituer le départ de la première étape visible du processus en direction de la préparation des élections législatives de sortie de crise.

Sur le plan militaire, les casques bleus de l'ONUCI ont effectué 1 275 patrouilles terrestres et aériennes au cours de la semaine écoulée. Les patrouilles mixtes avec leurs homologues des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) continuent et contribuent à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Dans le cadre de ses activités d'assistance humanitaire et opérationnelle, la Force de l'ONUCI a offert la semaine dernière des soins gratuits à 1209 patients et distribué 48 500 litres d'eau potable aux populations nécessiteuses.

L'ONUCI va procéder le vendredi 15 juillet 2011 à Yopougon, à une collecte d'armes légères de petit calibre, volontairement remises par des miliciens et civils désireux de déposer leurs armes.

Cette opération pilotée par notre Division de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) est menée en collaboration avec la Commission nationale des armes légères de petit calibre et le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRCC) et le soutien des FRCI. Elle entre dans le cadre du désarmement des miliciens et civils.

Les miliciens et civils ayant déposé leurs armes et qui souhaiteraient garder l'anonymat ne seront pas enregistrés. Ceux qui, au contraire le voudraient, recevront une carte de désarmement et pourraient être plus tard réintégrés par le PNRCC.

Une équipe mobile du DDR va mener une campagne de sensibilisation pour inciter les miliciens et civils en possession d'armes à les rendre. L'ONUCI assurera la sécurité de l'opération dans et aux alentours du site (Baron de Yopougon). C'est pour cette raison comme je vous l'avais dit en introduction que j'ai invité Sophie.

L'ONUCI reste encore préoccupée par les exactions commises par des éléments des FRCI sur les populations locales. Au cours de la semaine passée, au moins 25 cas de torture et mauvais traitements ont été rapportés à Daloa, Gabia Kinkeninda (260km de Bouaké) et Zoukougbeu (40 km de Daloa). Au moins quatre personnes ont été menacées de mort par ces mêmes éléments.

Demain, vendredi 15 juillet, des représentants de la Division des droits de l'homme de l'ONUCI et le Ministre d'Etat, Ministre des droits de l'homme et des Libertés publiques, se rendront à Bouna pour se déterminer sur les conditions de détention des différentes personnalités détenues dans cette prison. L'ONUCI a également visité les personnalités qui étaient en détention à la Pergola avant leur transfert le 9 juillet à Boundiali. La Mission va continuer de suivre de près les conditions de toutes les personnalités à travers le pays. Dans certains cas, notamment à la Compagnie Territoriale de Korhogo, l'ONUCI n'arrive pas toujours à avoir accès comme elle le voudrait. Il y a lieu ici de rappeler que comme son mandat le prévoit, l'ONUCI n'a pas besoin d'une autorisation pour effectuer son travail de monitoring dans les lieux de détention. Quand je parle ici de l'ONUCI, il s'agit bien sur de nos collègues des droits de l'Homme qui n'ont pas besoin d'une autorisation préalable pour effectuer leur travail sur tout le territoire ivoirien.

La Mission intensifie sa campagne de sensibilisation de proximité en faveur du renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale. Plusieurs activités de proximité dénommées « ONUCI TOUR » sont prévues, particulièrement dans les régions du Zanzan, des 18 Montagnes, des Savanes et du Denguelé.

En vue de promouvoir la culture de la paix en milieu scolaire, nos équipes feront des haltes dans plusieurs établissements avant l'arrêt des cours pour solliciter l'engagement des élèves à promouvoir des vacances citoyennes en faveur de la paix et de la réconciliation. Voilà ce que j'avais pour vous comme présentation. Maintenant Sophie et moi nous sommes à votre disposition, si vous avez des questions sur ce que

j'ai dit ou sur les activités de la mission. Sophie d'abord tu voudrais ajouter quelque chose sur ce que j'ai présenté ?

Sophie Da Camara (Directrice de la Division du désarmement, démobilisation et réinsertion) : Merci Hamadoun. Bonjour tout le monde. Je crois qu'il est important de rappeler que les opérations de désarmement que nous faisons ont trois natures différentes. Nous faisons un désarmement systématique des milices et donc c'est aussi ce qui sera l'objet de l'opération de demain. Nous faisons un désarmement systématique civil c'est-à-dire le désarmement de la population qui trouve ou qui a des armes et puis nous nous occupons de collecte d'armement dans le cadre de caches d'armes, de le cadre à un moment donné des munitions abandonnées. Voilà donc les trois types de désarmement que nous menons. Et demain à Yopougon, nous serons ouverts à recevoir toutes les armes que toutes les personnes qui en possèdent sur Yopougon souhaitent remettre. Les miliciens qui le souhaitent se feront connaître. Ils seront tout à fait sécurisés, il n'y a absolument aucun danger. Nous avons un accord avec les FRCI. Il n'y aura pas de risques. Et ils pourront venir au Baron se présenter entre 8h30 et 16h30. Ils seront enregistrés. Ils recevront une carte de désarmement. Le personnel civil, la population civile qui souhaite rendre des armes et des munitions sera la bienvenue et nous récupérerons leurs armes et leurs munitions. Donc l'opération de demain sera une opération de pacification, de sécurisation de Yopougon avec l'accord de la primature, des FRCI et des institutions nationales comme les ALPC et PNRCC.

Mata Maiga Sané (Unité Vidéo ONUCI) : *On sait que vous avez mené un certain nombre d'opérations comme celles là auparavant. Est ce qu'on peut avoir le bilan de ce qui a été déjà fait et puis est ce que d'autres opérations sont prévues ?*

SDC : Il est bien évident que ce n'est pas la dernière opération. Merci pour votre question. Les opérations ont commencé depuis la fin de la crise. Tout de suite au lendemain de la crise, nous avons récolté énormément d'armes sur Abidjan et ailleurs. Vous savez à la Présidence, à la résidence présidentielle, autour de la Riviera, autour du golf, autour comme vous l'imaginez de Cocody sur les différentes ambassades. Et puis progressivement les groupes qui ont remis leurs armes. Nous avons eu deux opérations importantes, deux phases de désarmement et d'enregistrement du commando invisible qui se sont tenues au mois de juin et maintenant, nous aurons la semaine prochaine Duékoué, la semaine d'après Tabou et dans les jours qui viennent nous allons aussi monter une opération sur Abobo. Au fur et à mesure que les demandes se font, que nous sommes appelés, que nous sommes sollicités, nous allons continuer à collecter les armes mais surtout à enregistrer les miliciens. L'important, ce n'est pas l'arme. Ce qui est très important, c'est d'accompagner les combattants dans une réinsertion sociale et nous allons le faire probablement pour les mois à venir puisqu'il reste encore beaucoup de miliciens à l'Ouest par exemple à désarmer et à enregistrer.

Sidoine Yao (Alerte Info) : *Tout à l'heure, Mme Da Camara a parlé de l'opération se poursuit au fur et à mesure qu'on vous appelle je voulais savoir le on c'est qui ? Qui demande à être désarmé ou pas ?*

SDC: C'est une excellente question. Bonjour monsieur. Nous avons trois cas de figure. Nous avons une demande officielle du gouvernement. Ceci est un cas de figure. C'est arrivé de façon générale ; nous avons le mandat. C'est un peu comme ce que disait M Touré pour nos collègues de droits de l'homme qui n'ont pas besoin d'avoir l'autorisation, c'est la même chose pour notre division le DDR n'a pas besoin d'autorisation pour désarmer, pour collecter les armes. Nous en avons le mandat. Mais il peut arriver, comme c'est arrivé que le gouvernement nous sollicite en disant à tel ou tel endroit venez mener une opération.

Deuxième cas de figure, nous avons des contacts avec les chefs de milices, les chefs de villages, les comités d'éveil etc. Où tout à coup, un groupe de miliciens, un groupe de patriotes, un groupe armé comme par exemple le commando invisible nous approche et nous demande de l'aide pour pouvoir rendre les armes et s'enregistrer dans la plus grande sécurité. Et par une force qualifiée d'impartiale.

Le troisième cas de figure évidemment, ce sont des appels des populations, des membres de la population civile, des villageois qui nous préviennent et qui nous sollicitent ou bien des collègues par exemple la Force Licorne nous a déjà sollicités sur tel ou tel théâtre en demandant de venir en appui. Voilà les façons dont nous sommes sollicités. De toute manière, la sollicitation c'est juste une manière de savoir vers où nous allons prioriser mais, le mandat, nous l'avons avec ou sans sollicitation.

HT : Merci beaucoup, nous n'avons pas de questions apparemment. Merci Sophie. Quant aux autres, on se voit jeudi prochain. Au revoir.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>